



Aytré, le mercredi 16 août 2023

**DÉCISION DU MAIRE
N°39-2023**

Émetteur :
Finances
05 46 30 19 19
recettes.mp@aytre.fr

Affaire suivie par :
Cyril PASSILLY

Objet : Attribution marché travaux école maternelle La Courbe

VU les dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, permettant au Conseil Municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences

VU la délibération n°3 du 10 juillet 2020, déléguant au Maire diverses compétences, et notamment son alinéa 4 qui l'autorise à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant qu'il était nécessaire de passer un marché de travaux en procédure d'appel d'offres adaptée alloti :

- Lot n°1 : chauffage,
- Lot n°2 : démolition - maçonnerie,
- Lot n°3 : menuiseries,
- Lot n°4 : revêtements de sols.

Considérant la décision du pouvoir adjudicateur du 23 mai 2023 portant sur l'attribution du marché de travaux à l'école maternelle La Courbe du 1^{er} juin au 31 décembre 2023. Les crédits étant inscrits au budget 2023 de la commune,

DÉCIDE :

Article 1 :

DE RETENIR et D'ATTRIBUER les offres des opérateurs économiques pour les lots suivants :
Lot n°1 chauffage : à l'entreprise CEME Atlantique, pour un montant annuel de 6 554.64€ toutes taxes comprises (5 462.20€ Hors Taxes),

- Lot n°2 démolition - maçonnerie : à l'entreprise ERPTP, pour un montant de 48 423.48 € toutes taxes comprises (40 352.90€ Hors Taxes),
- Lot n°3 menuiseries : à l'entreprise EMA, pour un montant de 14 666.40€ toutes taxes comprises (12 222.00€ Hors Taxes),
- Lot n°3 revêtements de sols : à l'entreprise S & P, pour un montant de 15 096.60€ toutes taxes comprises (12 580.50€ Hors Taxes),

Article 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune et un extrait sera affiché en Mairie.

Ampliation en sera adressée à monsieur le Préfet de Charente Maritime

Article 3 :

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac, CS 80541, 86000 POITIERS) dans le délai de deux mois suivant sa notification ou en déposant en ligne depuis telerecours.fr

Ce recours peut être précédé d'un recours administratif adressé à l'auteur de la décision.

Dans ce cas, une décision expresse de refus peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois qui suivent sa notification ; une décision implicite de refus née du silence gardé par l'administration pendant deux mois peut également être déférée au tribunal dans le délai de deux mois qui suit son intervention.



Par délégation
du conseil municipal
Tony LOISEL
Maire d'Aytré